

Niger: La guerre aux portes du Sahel

Par Frédéric Powelton

Mondialisation.ca, 12 août 2023

defenddemocracy.press 11 août 2023

Région : Afrique subsaharienne

La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a ordonné jeudi le déploiement d'une « force en attente » pour restaurer l'ordre constitutionnel au Niger, et qui devrait intervenir « dans les plus brefs délais », selon le président ivoirien Alassane Ouattara.

La Cedeao, qui souhaite parvenir à une résolution pacifique de la crise, n'a précisé aucun calendrier, ni le nombre ou l'origine des militaires composant cette « force en attente ».

Ouattara a précisé que la Côte d'Ivoire « fournira un bataillon » de 850 à 1.100 hommes, aux côtés du Nigeria et du Bénin ainsi que d'autres pays qui les rejoindront.

Une guerre aux portes du Niger inquiète l'Algérie et divise ou mobilise les pays africains et occidentaux.

La France a de son côté apporté « son plein soutien à l'ensemble des conclusions » de la Cedeao et réitéré « sa ferme condamnation de la tentative de putsch en cours au Niger, ainsi que de la séguestration du Président (Mohamed) Bazoum et de sa famille ».

Le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a lui déclaré que les Etats-Unis soutiennent « le leadership et le travail de la Cedeao » pour le « retour à l'ordre constitutionnel ». « Les Etats-Unis apprécient la détermination de la Cedeao à explorer toutes les options pour une résolution pacifique de la crise », a-t-il ajouté par la suite.

Le bloc ouest-africain n'écarte pas la voie diplomatique pour rétablir M. Bazoum, le président élu renversé le 26 juillet et détenu depuis.

Mardi, une délégation conjointe de la Cedeao, de l'Union africaine (UA) et des Nations unies avait tenté de se rendre à Niamey. En vain, les militaires leur barrant la route en invoquant des raisons de « sécurité ».

Dans la nuit de mercredi à jeudi, les auteurs du coup d'Etat ont également annoncé la formation d'un nouveau gouvernement, quelques heures avant le début du sommet d'Abuja.

Le gouvernement formé à Niamey est dirigé par un Premier ministre civil, l'économiste Ali Mahaman Lamine Zeine, et comprend 20 ministres. Ceux de la Défense et de l'Intérieur le général Salifou Mody et le général Mohamed Toumba sont des généraux du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie présidé (CNSP) par le général Abdourahmane Tiani.

A Niamey, jeudi après-midi, des centaines de manifestants se sont rassemblés dans la

capitale pour scander des slogans hostiles à la France, aux Etats-Unis, considérés comme des « ennemis du Niger ».

Frédéric Powelton

La source originale de cet article est <u>defenddemocracy.press</u> Copyright © <u>Frédéric Powelton</u>, <u>defenddemocracy.press</u>, 2023

Articles Par : Frédéric

Powelton

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site <u>Mondialisation.ca</u> sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de <u>Mondialisation.ca</u> en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: <u>media@globalresearch.ca</u>

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca